

Arrêté n° 20/210/CM

Délégation de fonctions à Madame Maryse Joissains, Vice-présidente de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aix en matière de Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi)

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5211-9, L. 5211-10, L. 5217-2, L. 5218-2, L. 5218-6 et L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 153-1 et suivants et R. 153-1 et suivants ;
- Le Code de l'Environnement et notamment ses articles L. 581-14 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 2020_CT2_021 du 15 juillet 2020 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix relative à l'élection de Madame Maryse Joissains en qualité de Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole exerce les compétences en matière de Plan Local d'Urbanisme et de documents en tenant lieu dont dépend la compétence en matière de Règlement Local de Publicité sur le périmètre du Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore dans le cadre du Conseil de Territoire du Pays d'Aix un Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) et un Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) couvrant l'intégralité du périmètre du Conseil de Territoire ;

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Juillet 2020

- Qu'il convient de donner délégation de fonctions à Madame Maryse Joissains, Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vice-présidente de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en ce qui concerne le Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

ARRETE

Article 1 :

Délégation permanente de fonction est donnée à Madame Maryse Joissains, Vice-présidente de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole, en matière d'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi), applicable sur le périmètre du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, notamment pour les actes suivants, à l'exception des saisines pour avis du Conseil de Territoire :

- Réunir la Conférence intercommunale des Maires des communes concernées, notamment préalablement à l'arrêt par le Conseil de la Métropole des modalités de collaboration avec les communes et à la suite de l'enquête publique ;
- Etablissement du projet de RLPi ;
- Notification de la délibération d'engagement aux personnes publiques associées et aux communes concernées ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure ;
- Saisine, pour avis, du conseil de développement ;
- Transmission, pour avis, aux personnes publiques associées et autres, dont les communes concernées, du projet d'élaboration arrêté ;
- Soumettre le projet d'élaboration à enquête publique et en assurer l'organisation ;
- Assurer le suivi des éventuelles modifications à apporter au projet de RLPi à la suite de l'enquête publique et aux avis des personnes publiques associées ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

Article 2 :

La délégation définie aux articles précédents comprend la signature de toutes les pièces et actes relatifs aux missions visées par cette délégation de fonction.

Cette délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 3 :

Le présent arrêté prend effet à la date de publication.

Article 4 :

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé.

Article 5 :

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône.

Article 6 :

Conformément à l'article R.421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 7 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 31 juillet 2020

Martine VASSAL